



18 septembre 2023

Face à la politique criminelle de l'Union européenne : de l'air, ouvrez les frontières !

Depuis le 11 septembre, 11 000 exilés, hommes, femmes et enfants, sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa, dont les capacités d'accueil sont déjà saturées. On a vu les gestes de solidarité des habitants face à la détresse de ces familles de migrants. Mais les principaux gouvernements de l'Union européenne, eux, ont aussitôt décidé de fermer leurs frontières à ces réfugiés. L'Italie a déclaré l'état d'urgence sur l'île et la fin de l'accès aux demandeurs d'asile, suivie de l'Allemagne et de la France, qui renforce les contrôles sur toute la frontière franco-italienne.

Larmes de crocodile... et responsabilités de l'impérialisme

Crises économiques, catastrophes naturelles et guerres poussent toujours plus de personnes sur les routes de l'exil. Le séisme qui a frappé le Maroc, survenu dans une région très pauvre, a fait plusieurs milliers de victimes. Et avec le cyclone qui a dévasté la ville de Derna en Libye, plus de 10 000 personnes sont portées disparues. Verser quelques larmes sur ces catastrophes ne coûte rien aux dirigeants européens. Mais pas question de reconnaître leurs responsabilités dans la situation de nombreux pays d'Afrique... et encore moins de les assumer.

Les grands groupes français font des affaires au Maroc et profitent de la grande misère du peuple marocain, gardienné par un roi milliardaire. Quant à la Libye, c'est l'intervention militaire des puissances impérialistes (la France en tête) en 2011, qui l'a plongé dans le chaos. Elles prétendaient alors agir pour renverser la dictature de Kadhafi, avec lequel elles avaient pendant des années et sous-traité la sale besogne de garde-frontière, chargé de parquer dans des camps les candidats à l'émigration. Depuis, le pays est déchiré entre des seigneurs de guerre qui obtiennent l'appui de pays riches, dont la France, en monnayant le pétrole et la rétention des migrants qui voudraient rejoindre l'Europe mais sont réduits à une vie d'esclavage.

Et l'Union européenne passe la brosse à reluire à Kaïs Saïed, le président tunisien qui lui-même mène en Tunisie une campagne raciste contre les migrants venus d'Afrique sub-saharienne. Elle vient même de lui promettre, ce dimanche, de nouvelles subventions pour

qu'il ouvre en Tunisie de nouveaux camps pour bloquer les migrants de l'autre côté de la Méditerranée.

Ne pas nous laisser diviser

Les dirigeants des pays riches sèment misère, exploitation et chaos dans le monde entier, mais tablent sur une xénophobie soigneusement entretenue, pour mieux nous diviser entre exploités. Macron n'est pas le dernier quand il s'agit d'emboîter le pas à l'extrême droite. Il a lancé son idée de référendum sur l'immigration, pour tenter de détourner notre attention des problèmes essentiels : salaires et pouvoir d'achat face à une inflation galopante. Et voilà qu'il enchaîne les gesticulations, décidant maintenant de priver les étudiants venant du Mali, du Burkina Faso et du Niger de toute possibilité de poursuivre leurs études en France. Une manière de se venger sur eux de la remise en cause de la présence française au Sahel, alors que c'est avant tout la population de cette région qui subit les conséquences des coups d'État militaires.

Interdire l'accès à l'Europe a pour seul effet de rendre les routes migratoires toujours plus dangereuses. La Méditerranée se transforme en cimetière, avec des milliers de morts chaque année. Il y a les moyens d'accueillir dignement ces exilés, qui seront demain nos camarades de travail et doivent avoir les mêmes droits. Comme il y a les moyens d'augmenter nos salaires. Pour cela, il faut s'en prendre aux profits des patrons. Car ceux qui prétendent le contraire sont justement ceux qui s'engraissent par l'exploitation de notre classe sociale, une exploitation qui, elle, ne connaît pas de frontières. Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissons-nous !

Une direction responsable et coupable

Depuis plusieurs jours, la direction nous fait chômer, nous avons des compteurs de modulation qui ont dépassé les - 84 heures (12 jours de chômage), nous perdons de l'argent. C'est la direction qui assure mal l'approvisionnement en pièces, nous n'avons pas à payer ses erreurs. Exigeons d'être payé à 100 %.

Une peinture bien écaillée

En Peinture ces derniers jours il y a eu des pannes de plusieurs heures : convoyeur TTS hors service, circuit anti-incendie qui inonde la zone de l'étuve des Laques, convoyeur de cabine en rade... On vient à l'usine entre 2 séances de chômage... pour ne presque pas produire.

Ces pannes permettent de se reposer, mais on préfère le faire chez nous. En investissant peu, en laissant les effectifs de la maintenance baisser, la direction ne peut s'en prendre qu'à elle-même.

Le disque rayé de la direction

Au Montage, ce lundi, la chaîne s'est encore arrêtée 2 ou 3 fois au niveau des traverses et des moteurs. Ça devient banal mais répétitif. Manque de pièces, d'organisation, de personnel ou les trois... Ça juge moins les installations que la direction.

Ça sent l'arnaque à plein nez !

À PSA Poissy, la direction propose une prime de 1 000 € aux techniciens pour être rétrogradés au statut d'employés. Elle dit que ça ne change rien au salaire, au poste et à la charge de travail. C'est juste pour diminuer artificiellement le nombre de techniciens sur le site et remplir des critères administratifs.

En janvier 2024 la nouvelle convention collective de la métallurgie menace de supprimer les coefficients et modifie beaucoup de droits. La direction prend-elle de l'avance pour attaquer les actuels techniciens ?

Techniciens, employés, ouvriers, quel que soit notre statut il va falloir s'unir pour défendre nos droits.

Chaleur : la direction doit arrêter d'hiberner

À PSA-Sevelnord vendredi 8 septembre un débrayage a eu lieu contre les conditions de travail sous la forte chaleur. Les ouvriers ont obtenu 10 minutes de pause supplémentaire. La direction s'est engagée à ramener 50 ventilateurs. Pas trop tôt. Le lundi suivant, une vingtaine de salariés d'une autre équipe ont débrayé une heure, pour les mêmes raisons.

Notre santé n'est vraiment pas sa priorité

À PSA Vesoul, il y a eu 8 salariés infectés par la tuberculose au Ferrage dans la même équipe. La direction a complètement bâclé l'enquête sanitaire et l'information auprès des salariés (risque de contagion). Les salariés ont donc réagi en en discutant entre eux, en se prévenant et en alertant le CSSCT (commission santé, sécurité et conditions de travail). Pour se protéger il ne faut décidément compter que sur nous-mêmes.

Salaires : nos collègues en grève aux États-Unis !

À l'appel du syndicat des travailleurs de l'Automobile (UAW), la grève a commencé vendredi dernier aux USA. Contre General Motors, Ford et Stellantis, ce sont déjà près de 13 000 salariés qui sont en grève. Le syndicat menace de l'étendre et revendique toujours l'augmentation des salaires de 36 % sur 4 ans, la revalorisation des pensions et la baisse du temps de travail. Car les 3 constructeurs sont passés à eux trois à 37 milliards de dollars de bénéfices en 2022.

Trois sites (un pour chaque groupe) sont ciblés, ce qui paralyse la production dans d'autres. Les ouvriers ont mis en place des piquets et font parler d'eux dans tout le pays. Et le patronat recule : avant la grève, Tavares proposait 14,5 %, maintenant c'est 21 % d'augmentation sur 4 ans. Mais pour le faire plier, il faudra que les travailleurs prennent eux-mêmes la direction de leur grève et en appellent à ceux des autres pays.

Face à la hausse des prix, pas un salaire, pas une pension en dessous de 2 000 euros !

Ridicule, l'annonce de Borne qui autoriserait les stations-services à vendre « à perte » le carburant : quelques centimes, dans les grandes surfaces seulement, à partir de décembre. Alors que TotalEnergie accumule les profits et que les taxes de l'État font 60 % du prix. Ridicule aussi Bruno Le Maire qui dit aux grandes surfaces de répercuter sur les clients la baisse des prix (qu'elles se mettaient dans les poches).

Un bluff motivé par la crainte qu'en cette rentrée sociale explose la colère sur le pouvoir d'achat.

La journée de mobilisation du 13 octobre prévue par les syndicats sera une occasion de nous retrouver dans la rue. Pour rattraper la hausse des prix et les indexer sur l'inflation, c'est une grève, contagieuse dans toutes les entreprises pour arracher une augmentation générale, que nous devons préparer.

Séisme au Maroc : notre solidarité et notre colère

Dans la nuit du 8 au 9 septembre, un tremblement de terre a frappé le Maroc. Le bilan humain est déjà autour de 3 000 morts et 50 000 habitations partiellement ou totalement détruites. Il pourrait être encore plus lourd. Nous sommes nombreux et nombreuses à penser à nos amis, à nos proches ou à nos collègues qui sont frappés.

Mais combien pèsent les millions débloqués pour l'aide urgente et nécessaire à la population marocaine face aux profits que les grands groupes réalisent sur son dos, sous la protection l'État marocain ?

De tels séismes ne frappent pas aussi durement riches et pauvres. Reconstruire des taudis, verrouiller en même temps les frontières et que les affaires reprennent vite, voilà les soucis des bourgeoisies. Les travailleurs du monde entier ont mieux à offrir en solidarité au peuple marocain : travailler tous ensemble, quelle que soit notre nationalité ou notre religion, à rebâtir un monde débarrassé des frontières et du capitalisme.